

<p>ECONOMIE GENERALE : LA DIVERSITE DES ECONOMIES REELLES</p>
--

**CHAPITRE 14 : « LES ECONOMIES CAPITALISTES ET LEUR
EVOLUTION »**

Introduction

I- Les fondements du système capitaliste

1- Les fondements juridiques

2- Les fondements idéologiques, scientifiques et techniques

II- L'évolution et les caractéristiques actuelles du capitalisme

1- Les mutations technologiques et leurs conséquences

*2- L'apparition de groupes de dimension internationale et l'évolution de
la structure de la propriété*

III- Les différences entre économies capitalistes

1- Diversité relative à la place de l'Etat et du marché

*2- Diversité relative à l'organisation du système productif et aux rapports
sociaux*

Conclusion

ECONOMIE GENERALE : LA DIVERSITE DES ECONOMIES REELLES

CHAPITRE 14 : « LES ECONOMIES CAPITALISTES ET LEUR EVOLUTION »

Introduction

Le système capitaliste repose sur un certain nombre de fondements essentiels. Toutefois, il ne cesse d'évoluer et ses caractéristiques actuelles sont très différentes de ce qu'elles étaient auparavant, il y a même simplement trente ans.

En outre, il existe une très grande diversité de structures parmi les économies de type capitaliste.

I- Les fondements du système capitaliste

1- Les fondements juridiques

- Le droit de propriété :

La reconnaissance du droit de propriété des biens de consommation et des biens de production a permis le développement du capitalisme.

Toutefois, depuis l'Antiquité, les artisans avaient déjà la propriété de leurs outils, le capitalisme n'apparaît vraiment que lorsque les propriétaires des moyens de production ne les utilisent pas eux-mêmes mais qu'ils les mettent à la disposition de leurs salariés. L'évolution historique qui conduit à cette situation, notamment en Angleterre, peut être ainsi retracée :

Du marchand au capitaliste, de l'artisan au salarié

Marchands	Les marchands achètent des marchandises aux artisans pour les revendre (système précapitaliste).	Artisans
Marchands contrôlant la production	Les marchands fournissent les matières premières aux travailleurs à domicile et leur versent une rémunération forfaitaire en échange de leur production.	Travailleurs à domicile, façonniers
Marchands manufacturiers	Les propriétaires de manufactures rassemblent dans un même lieu des travailleurs qu'ils rémunèrent pour leur travail.	Travailleurs de manufactures
Capitalistes	L'outil cède la place à la machine, trop coûteuse pour le travailleur. Il y a séparation entre le capitaliste propriétaire des moyens de production et les salariés propriétaires de leur seule force de travail.	Salariés

Au fur et à mesure du développement du capitalisme, il se produit une extension du salariat.

Pour K. MARX, le rapport qui s'établit entre capitalistes et salariés est un rapport à la fois de *domination et d'exploitation*.

Pour les économistes libéraux, au contraire, la nécessaire combinaison des facteurs de production « capital » et « travail » au sein de l'entreprise crée les conditions de la collaboration entre capitalistes et salariés.

Toutefois, pour que la production se développe, il faut encore que soit réalisée la liberté économique.

- **La liberté économique :**

La liberté économique repose sur :

- *La liberté d'entreprise* : toute personne possédant le capital nécessaire peut créer une entreprise destinée à produire des biens et services marchands si elle accepte le risque de perdre son capital en cas d'échec ;
- *La liberté des échanges* : toute personne a le droit d'acheter, de stocker ou de vendre des produits, soit pour son usage, soit afin de réaliser un profit.

Lorsque la liberté économique est réalisée, l'économie devient une économie de marché dans laquelle, pour chaque produit, l'offre et la demande varient librement, entraînant ainsi des variations de prix. C'est donc le marché qui détermine le niveau de production, la technique de production et la répartition du revenu.

La liberté économique est instituée en France par A. R. J. TURGOT en 1774 et réaffirmée sous la Révolution française.

Le libre fonctionnement du marché détermine :

Ce qu'il faut produire	Comment il faut produire	Comment se répartit le revenu
<ul style="list-style-type: none"> - La production est orientée en fonction des seuls besoins solvables exprimés ; - S'il y a pénurie d'un bien, il en résulte la hausse des prix, ce qui stimule l'offre et réduit la demande ; - S'il y a surproduction d'un bien, il en résulte la baisse des prix, ce qui réduit l'offre et accroît la demande. 	<ul style="list-style-type: none"> - La combinaison des facteurs de production dépend de leur productivité marginale et de leur prix ; - Si un facteur est rare, son prix est élevé, la quantité utilisée sera faible ; - Si un facteur est abondant, son prix est faible, la quantité utilisée sera élevée. 	<ul style="list-style-type: none"> - La loi de l'offre et de la demande détermine les prix des différents facteurs de production ; - Les salaires s'élèvent en cas de pénurie de main-d'œuvre ou s'abaissent en cas d'excédent ; - Pour un certain niveau de la demande, le profit diminue lorsque le capital investi dans la branche augmente et réciproquement.

Les mécanismes de régulation par les prix, caractéristiques de l'économie de marché, supposent :

- L'absence de réglementation ou d'intervention de l'Etat :

➡ *L'absence d'atteintes à la concurrence* (monopoles, positions dominantes, ententes...)

Les principales critiques apportées à l'économie de marché (qu'elles soient keynésiennes ou marxistes) concernent l'impuissance de la liberté économique à assurer :

➡ *La compatibilité entre l'intérêt privé et l'intérêt général ;*

➡ *La régulation parfaite de l'économie sans crises ni sous-emploi.*

2- Les fondements idéologiques, scientifiques et techniques

- La richesse et le profit :

Le capitalisme ne pourrait pas se développer dans une société où l'accumulation de richesse serait prohibée ou considérée comme moralement répréhensible.

En fait, la recherche du profit est l'un des mobiles de l'entrepreneur capitaliste mais c'est son utilisation qui caractérise le plus le capitalisme :

- *Non-réinvestissement du profit* : achats de biens de consommation (de luxe...), non-renouvellement du capital et déclin des capacités de production (usure, obsolescence...), d'où déclin du profit : LOGIQUE NON-CAPITALISTE ;
- *Réinvestissement du profit* : achat de biens d'équipement (accumulation du capital), hausse des capacités de production et/ou modernisation, d'où hausse des ventes et/ou baisse des coûts et hausse du profit : LOGIQUE CAPITALISTE.

C'est donc cette tendance continue à l'accumulation de capital par transformation du profit en capital productif pour accroître encore le profit qui est le fondement même du capitalisme.

M. WEBER, dans une de ses thèses, a montré que l'éthique protestante qui conjugue puritanisme et recherche de la réussite a sans doute favorisé l'émergence d'une classe d'entrepreneurs capitalistes dans les pays d'Europe du Nord (voir *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*).

Malgré les controverses, il faut remarquer l'importance, pour l'essor du capitalisme, d'un système socioculturel qui justifie le profit et stimule son réinvestissement (esprit d'entreprise).

- La rationalité, la connaissance scientifique et technique :

Pour maximiser le profit et résister à la concurrence, les entrepreneurs sont contraints à prendre des décisions rationnelles, réfléchies. Toute décision se fait par sélection d'objectifs dans le cadre d'une stratégie globale et le choix des moyens résulte d'un calcul coûts/avantages.

Le développement du capitalisme s'est ainsi accompagné de celui de la rationalité et du calcul économiques et son essor repose sur son aptitude à utiliser et à susciter de façon permanente le progrès scientifique et technique.

C'est pour cela que l'on associe les débuts du capitalisme aux grandes inventions de la Première Révolution industrielle (métier à tisser d'R. ARKWRIGHT en 1767, machine à vapeur de J. WATT en 1769...) qui ont donné une grande importance aux machines et donc au capital.

Pour J. A. SCHUMPETER, ce sont ces *innovations radicales* et les nouvelles possibilités de profit qu'elles suscitent qui donnent au capitalisme sa dynamique par un processus de *destruction créatrice*.

II- L'évolution et les caractéristiques actuelles du capitalisme

Les caractéristiques essentielles des économies capitalistes contemporaines résultent de mutations dans les domaines de la technologie, de l'organisation du travail, de la structure de la production et de la consommation, mais aussi dans la dimension des entreprises, la structure de la propriété et l'origine du pouvoir.

1- Les mutations technologiques et leurs conséquences

- Les Révolutions industrielles et les évolutions sectorielles :

Le capitalisme a été rythmé dans son évolution par les *Révolutions Industrielles* (RI) successives qui ont affecté à chaque fois les quatre domaines principaux (énergie, matériaux, machines et transport) :

- 1^{ère} RI (fin XVIII^{ème}-début XIX^{ème}) : charbon, acier, machine à vapeur, chemin de fer ;
- 2^{ème} RI (fin XIX^{ème}-début XX^{ème}) : pétrole-électricité, aluminium-plastiques, moteur à explosion, transport routier-automobile ;
- 3^{ème} RI (fin XX^{ème}- ??) : énergie atomique, alliages-céramiques, NTIC-robots, avions.

A chaque étape, certaines activités motrices jouent un rôle d'entraînement pour l'ensemble de l'économie et impulsent la croissance économique, source d'augmentation des revenus distribués.

Chaque révolution industrielle s'est accompagnée du déclin de branches anciennes et de l'essor de nouvelles branches motrices.

- L'essor de la production et de la consommation de masse :

L'apparition de nouveaux produits s'accompagne de l'émergence de nouvelles méthodes d'organisation du travail (cf. cours de *Théorie des organisations*). On peut citer :

- *Le Taylorisme* : parcellisation du travail en tâches élémentaires standardisées, spécialisation des hommes et des machines, séparation du travail de conception de celui d'exécution (*cols blancs/cols bleus*) ;

- *Le Fordisme* : travail à la chaîne, standardisation des produits, salaire aux primes (accroître le rendement et réduire absentéisme et *turn over*) afin qu'une consommation de masse puisse répondre à cette production de masse (forts gains de productivité).

- **L'évolution récente et la remise en cause du Fordisme :**

Depuis les années 1970, nous vivons une crise structurelle du Fordisme complétée par une saturation des marchés traditionnels qui nous oblige à trouver un nouveau paradigme socioéconomique. L'intensification de la concurrence par le processus débridé de mondialisation renforce la crise actuelle.

Cette remise en cause du Fordisme provient de la diversification de la demande, tant de la part des consommateurs que de la part des entreprises (obstacle à la standardisation et à la production de masse) et de l'introduction de nouvelles technologies (NTIC, CAO, GPAO, machines à commandes numériques, robots, ateliers flexibles...), ce qui permet de répondre à cette nouvelle demande mais rend caduque l'ancienne *Organisation Scientifique du Travail* (OST) de F. W TAYLOR reprise par H. FORD (cf. supra).

2- L'apparition de groupes de dimension internationale et l'évolution de la structure de la propriété

- **Le développement et la place actuelle des grandes firmes :**

L'essor du capitalisme est lié à celui des grandes firmes à dimension internationale (FMN). Ce fut d'abord le cas aux Etats-Unis, où dès les années 1950, les 500 plus grandes entreprises assuraient la moitié de la production industrielle du pays et le chiffre d'affaires de General Motors était équivalent au PNB de l'Italie (dès 1955)...

Ces grandes firmes étaient en situation oligopolistique dans une trentaine de secteurs industriels où elles imposaient leurs normes en matière de prix, de salaires, de qualité des produits... (*Standard Oil* dans le pétrole, *US Steel* et *Bethleem Steel* dans la sidérurgie, *General Electric* et *Westinghouse* dans l'équipement électrique et électroménager, *Dupont de Nemours* et *Union Carbide* dans la chimie...)

Le phénomène fut plus tardif en Europe : il s'est amorcé après la Seconde Guerre mondiale lorsque l'Etat s'est fortement impliqué dans la sphère économique, poussant à sa modernisation et à son ouverture sur l'extérieur. Il s'agissait de financer l'émergence de firmes capables, en raison de leur taille, de devenir des « champions nationaux », capables de défendre leurs positions sur la scène mondiale.

Ce fut le cas en France de *BSN* (agroalimentaire), *Bouygues* (BTP), *Rhône-Poulenc*, *Saint-Gobain*, *Elf-Atochem*, *Air Liquide* (chimie), *Aérospatiale*, *SNECMA*, *Dassault* (aéronautique), *Usinor-Sacilor*, *Péchiney* (métallurgie), *Alcatel-Alsthom*, *Thomson*, *Schneider* (construction électrique, électronique)...

- **L'évolution de la structure de la propriété :**

Au XIX^{ème} siècle, l'entrepreneur était propriétaire de son entreprise, qu'il l'ait créé ou qu'il en ait hérité.

Aujourd'hui, seuls quelques grands groupes restent dans le giron familial (*Michelin*, *Peugeot*, *Bouygues*, *Bolloré...*), les besoins de lever rapidement des sommes importantes pour financer la recherche-développement et la croissance de l'entreprise, les opérations de fusion, absorption, prises de participation, ont remis en cause le pouvoir des anciennes familles d'actionnaires souvent devenus minoritaires dans le capital de l'entreprise.

Diverses situations sont apparues :

Propriété et pouvoir dans les entreprises

<ul style="list-style-type: none"> - Actionnariat dispersé, constitué d'épargnants qui ont davantage une optique de placement qu'une démarche d'entrepreneurs ; - Le pouvoir des managers non propriétaires est très important ! Pour J. K. GALBRAITH, il s'agit d'une <i>technostructure</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> - Actionnariat composé de blocs d'actionnaires qui exercent un contrôle (banques, assurances, OPCVM, groupes industriels, fonds d'investissement...) ; - Au sein de l'entreprise, les décisions sont prises dans le cadre de la stratégie d'ensemble du groupe qui exerce son contrôle. 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de salariés parmi les actionnaires (cas institutionnel ou suite à une reprise) ; - En cas de prise de participation majoritaire, les salariés concluent un accord à long terme avec le management, garantissant par exemple le niveau d'emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'Etat est actionnaire unique ou majoritaire à la suite d'une nationalisation. Il peut, après la privatisation, garder une participation ; - L'Etat peut accorder une autonomie de gestion à l'entreprise ou la gérer directement.
--	--	---	---

Une des particularités de la France est d'avoir très souvent encore un actionnariat composé de groupes financiers, de compagnies d'assurances ou de groupes industriels qui constituent des *noyaux durs* d'actionnaires stables et de référence avec des *participations croisées* dans les Conseils d'administration.

III- Les différences entre économies capitalistes

Malgré une orientation fondamentalement capitaliste, de nombreux pays du monde occidental ou d'Extrême-Orient présentent des différences sensibles quant à la place respective de l'Etat et du marché et quant à la conception même de l'entreprise et des rapports sociaux.

1- Diversité relative à la place de l'Etat et du marché

- L'Etat-providence et les prélèvements obligatoires :

Etats-Unis	Suède	France	Japon
<p>- Vote sous T. ROOSEVELT du <i>Social Security Act</i> (1935) :</p> <p>1- Prise en charge médicale des personnes âgées (<i>Medicare</i>) et des pauvres (<i>Medicaid</i>) ;</p> <p>2- Sécurité sociale des fonctionnaires.</p> <p>- Développement de la politique sociale sous J. F. KENNEDY et L. B. JOHNSON ;</p> <p>- Remise en cause des dépenses sociales sous R. REAGAN : les programmes fédéraux sont amputés ou supprimés, l'assurance privée est réaffirmée ;</p> <p>- L'Etat fédéral a mené une politique de réduction de la pression fiscale, aujourd'hui essentiellement basée sur le revenu.</p>	<p>- Politique sociale au début des années 1930. Système de protection sociale le plus complet du monde : retraites, logement des personnes âgées, assurance maladie, chômage, formation permanente, prestations familiales ;</p> <p>- Importance de la redistribution et des équipements collectifs. Les dépenses sociales, essentiellement financées sur le budget de l'Etat, pèsent peu sur les entreprises ;</p> <p>- Les prélèvements fiscaux sont très importants même si les réformes s'orientent vers une baisse de la pression fiscale.</p>	<p>- Système obligatoire d'assurances sociales dès 1930, Sécurité sociale dès 1945 :</p> <p>1- Couverture pour toute personne et tous les risques (sauf chômage, en charge de l'UNEDIC) ;</p> <p>2- Uniformité des prestations ;</p> <p>3- Autonomie des caisses ;</p> <p>4- Principe de la répartition :</p> <p>- Les prestations sociales sont financées par des cotisations sociales payées par les employeurs et les salariés ;</p> <p>- Une fiscalité surtout indirecte.</p> <p>- Plusieurs tendances : baisse de la TVA, de l'IS, hausse des impôts locaux, fiscalisation des recettes de Sécurité sociale.</p>	<p>- La prestation sociale est limitée :</p> <p>1- Les prestations sociales sont plus faibles qu'en Europe de l'Ouest ou aux Etats-Unis ;</p> <p>2- Les retraites sont très faibles (env. 45% du salaire).</p> <p>- La protection sociale est assurée par une épargne élevée et les compagnies d'assurance.</p> <p>- La faiblesse des dépenses sociales et des dépenses militaires explique le poids limité du budget de l'Etat.</p> <p>- La fiscalité est essentiellement directe, mais son poids est réparti entre ménages et sociétés.</p>

- **L'intervention économique et la place du secteur public :**

Les modes d'intervention de l'Etat : ils sont très variables d'une économie capitaliste à une autre, tant dans la place donnée au budget, le degré de réglementation ou d'action que sur les structures économiques :

L'intervention de l'Etat :

Les dépenses des administrations publiques	L'importance de l'actuelle dérèglementation	La politique structurelle
<ul style="list-style-type: none"> - La part des dépenses totales des administrations publiques dans le PIB est très variable, d'environ 30% aux Etats-Unis à plus de 60% en Suède ; - Le solde budgétaire connaît une tendance au déficit dans certains pays (Etats-Unis, France...) ; - Certains pays renoncent à utiliser la politique budgétaire pour réguler la conjoncture. Ils recherchent ainsi l'équilibre budgétaire ; - Les pays de l'Union européenne doivent respecter les règles du <i>Pacte de stabilité et de croissance</i>. 	<ul style="list-style-type: none"> - Depuis 1980, dérèglementation dans la plupart des économies capitalistes ; - Dérèglementation forte aux Etats-Unis en matière de prix, de concurrence (transports, secteur bancaire...), de législation du travail, de l'environnement... - Dérèglementation progressive au Japon, dans les transports, la distribution... - Dérèglementation partielle en Suède, dans le secteur bancaire par exemple, mais refus total concernant la santé, l'éducation et le travail ; - En France, le retour à la liberté des prix (1986) constitue une véritable rupture, tout comme la dérèglementation du secteur financier. Le statut de certaines professions est de plus en plus menacé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aux Etats-Unis : absence de planification importance des crédits de recherche et des commandes publiques, subventions agricoles, tendances protectionnistes ; - En Suède, l'Etat n'aide pas les secteurs en déclin mais se concerte avec les entreprises pour préparer l'avenir et orienter la formation ; - Au Japon, existence d'un plan indicatif et révisable, le MITI (<i>Ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie</i>) joue un rôle majeur dans la politique industrielle : stratégie à long terme avec le patronat, il conseille les reconversions, il oriente les investissements ; - En France, la planification fut abandonnée progressivement dès les années 1980 mais l'Etat soutient toujours certaines activités, par des politiques fiscales, de subvention, de crédit, de commandes publiques.

Dans la plupart des économies capitalistes, le rôle des entreprises publiques dans la production marchande est très réduit. C'est le cas aux Etats-Unis, mais également dans des pays comme le Japon et la Suède où l'Etat joue un rôle plus important :

☞ **Au Japon** : le gouvernement avait créé des entreprises sous l'ère MEIJI (1868) mais n'assura pas longtemps la gestion de ce capitalisme d'Etat. Peu après, les entreprises ont été recédées au secteur privé et de plus récentes vagues de privatisations (*Japan Tobacco, Japan Air Lines, Nippon Telefon and Telegraph, Japanese National Railways* en 1985-1987) réduisent encore le nombre d'entreprises publiques ;

☞ **En Suède** : l'Etat joue un rôle quasi-exclusif dans les services de santé et d'éducation et laisse la production marchande au secteur privé. Les grands établissements de crédit sont privés, la presque totalité des entreprises industrielles aussi à la seule exception des mines de fer de Laponie qui ont été nationalisées ;

☞ **En France** : la place du secteur public reste significative dans les mines, les transports, l'industrie ou le crédit malgré les grandes vagues de privatisation entamées en 1986.

2- Diversité relative à l'organisation du système productif et aux rapports sociaux

- L'organisation du système productif :

Dans certaines économies au tissu économique hétérogène, on assiste à la mise en place d'un système économique dual, comme par exemple au Japon :

L'héritage du dualisme au Japon	L'homogénéité du tissu économique en Allemagne « de l'Ouest »
<ul style="list-style-type: none"> - L'économie est dominée par des groupes héritiers des <i>zaibatsu</i> (<i>Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo...</i>), à la fois industriels et financiers, aux organisations commerciales intégrées (<i>sogo-shoshas</i>), qui regroupent des sociétés pilotes, maillées entre elles, responsables de la politique du groupe et de toute une pyramide de filiales ; - Les PME emploient 80% de la main-d'œuvre salariée : une grande partie constitue un réseau de sous-traitance pour les grandes firmes, ce qui permet à ces dernières d'amortir les fluctuations conjoncturelles mais le niveau de productivité de ces PME est moins élevée que celle des groupes, les salaires sont plus faibles et la stabilité de l'emploi moins assurée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il existe un certain nombre de groupes puissants (<i>Daimler-Benz, MBB, Siemens, Bayer...</i>) qui constituent des firmes motrices dans l'automobile, l'aéronautique, l'électronique, la machine-outil, la chimie... - Mais, dans la majorité des branches, il existe un grand nombre d'entreprises moyennes modernes et compétitives et indépendantes des groupes. Elles diffusent l'innovation par leurs contacts privilégiés avec les universités et les centres de recherche, elles sont aidées dans leur stratégie d'exportation, elles ont une productivité élevée et un équipement important et moderne, elles offrent les mêmes conditions de salaire et de travail que celles proposées dans les grands groupes.

Des situations évolutives : on constate une atténuation du dualisme au Japon du fait des revendications des salariés et du dynamisme de certaines PME.

En revanche, le dualisme est plus prononcé aux Etats-Unis ou en Italie par exemple, ce qui explique en partie l'apparition d'une société à deux vitesses composée d'une part de salariés protégés, qualifiés et bien rémunérés, et d'autre part d'actifs voués à la précarité !

- **La conception des rapports sociaux :**

Le degré de maturité du capitalisme, les circonstances historiques, les traditions culturelles expliquent ressemblances et dissemblances des rapports sociaux tels qu'on peut les relever au Japon et en Allemagne notamment :

Tradition et innovation sociale au Japon	L'économie sociale de marché en Allemagne
<ul style="list-style-type: none"> - Très forte intégration du personnel dans les grandes entreprises et respect de la hiérarchie ; - Le système de décision (le <i>ringisho</i>) est fondé sur des procédures de consultation et d'écoute à tous les niveaux et a pour objet de rechercher le consensus ; - La concertation est institutionnalisée dans les <i>cercles de qualité</i> (à la base), dans les <i>cercles de pilotage</i> (au niveau intermédiaire), dans les clubs de PDG et de directeurs (au sommet) ; - Le mode de négociation entre syndicat et patronat est consensuel ; - Dans les grandes entreprises, l'emploi à vie est compensé par la variabilité du salaire dont une part importante est constituée de primes et par l'adaptabilité des salariés qui peuvent changer de fonction sans quitter l'entreprise. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il y a peu d'autoritarisme de la part de la hiérarchie au sein de l'entreprise ; - La délégation de responsabilité est fréquente ; - La cogestion, instituée en 1951 dans le charbon et l'acier, a été étendue en 1976 aux entreprises de plus de 2 000 salariés : <ul style="list-style-type: none"> * Représentation paritaire des salariés en conseil de surveillance ; * Le président a voix prépondérante ; * Le conseil élit un directeur du travail. - Salaires, temps de travail... sont déterminés par des accords patronat-syndicat et s'appliquent à l'ensemble des entreprises : les salaires sont élevés, le temps de travail est réduit et il y a peu de flexibilité.

Ces traits caractéristiques, tant en Allemagne qu'au Japon, ne sauraient bien sûr faire oublier l'existence de rapports de force et de contradictions.

De plus, en raison de l'évolution technologique, des progrès de l'éducation, de l'accroissement du nombre de cadres et de techniciens, l'organisation des rapports sociaux est en constante évolution.

Aujourd'hui, plus encore qu'hier, la bonne marche du système dépend sans doute des solutions qui seront trouvées à cette question.

Conclusion

Le système capitaliste, de loin dominant dans le monde aujourd'hui, a su assurer sa pérennité car il est à la base de la démocratie économique et du libre choix des agents, tout en assurant un droit de propriété fort et bien protégé.

Par le progrès technique, l'innovation qu'il suscite, il s'est montré capable d'élever le bien-être des populations qui ont fait le choix de ce fonctionnement économique.

Néanmoins, au-delà de ses postulats très forts, l'histoire, la culture des nations a fait qu'il n'existe pas un seul capitalisme mais un système, façonné par un pays particulier, que l'on reconnaît « capitaliste » grâce à quelques traits jugés significatifs, ce qui a contribué à la création de systèmes différents, aux évolutions contrastées et ce malgré les tentations d'unification sous la pression de la mondialisation, vecteur de diffusion du modèle anglo-saxon qui se voudrait dominant pour assurer ses intérêts particuliers.

C'est aujourd'hui un des grands défis du capitalisme que d'être capable d'orienter le fonctionnement des sociétés dans l'intérêt de TOUS et en respectant les cultures, plutôt que de servir d'outil de domination et d'exploitation du monde, et ceci pour assurer sa propre survie !...